



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 28 janvier 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, Mme FLORENTIN, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, M. LACOSTE, M. GARAUDY, M. ROUX, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CUARTERO à M. RIMARK, M. VERDIER à Mme BAUDERE, Mme BERTET à Mme DUBOURG, M. GEDON à M. ELIAS, Mme CASTETS à Mme MERCHADOU, Mme BERGEON à M. LIMINIANA

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE, M. RENAUD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme FLORENTIN est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 24

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 4

11 – TABLEAU DES EFFECTIFS -

CRÉATION D'UN POSTE D'INGÉNIEUR TERRITORIAL À TEMPS NON-COMPLET

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Conformément à la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires à la Fonction Publique Territoriale et aux décrets :

- n° 90-126 du 9 février 1990 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux
- n° 90-127 du 9 février 1990 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;

Il est proposé au Conseil Municipal, la création au tableau des effectifs à compter du 1^{er} mars 2014, du poste suivant :

- ingénieur territorial à temps non complet, soit 17h30, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés.

Les crédits seront prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances - Personnel - Administration Générale) s'est réunie le 28 janvier 2014 et a émis un avis favorable .

Fait et adopte à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/02/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140204-8465-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

